

(136) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 3. Lorsque ladite résistance aura été opposée par plusieurs personnes réunies au-dessous du nombre de seize, la peine sera de quatre années de fers, si la résistance est opposée sans armes; et de huit années de fers, si la résistance est opposée avec armes.

(137) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 1^{er}.—Pr. 785 note.

2. Si ladite résistance est opposée avec armes, la peine sera de quatre années de fers.

(138) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 6. Les coupables des crimes mentionnés aux 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e articles de la présente section (P. 209—212 notes) qui auraient commis personnellement des homicides ou incendies, seront punis de mort.

(139) ANCIEN ART. 217. Sera puni comme coupable de la rébellion quiconque y aura provoqué, soit par des discours tenus dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés.—Dans le cas où la rébellion n'aurait pas eu lieu, le provocateur sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et d'un an au plus.

(140) DÉCR. 19—22 juil 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 25. L'insubordination accompagnée de violences ou de menaces dans les ateliers publics ou les ateliers de charité, sera punie d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années.—La peine sera double en cas de récidive.

(141) DÉCR. 19—22 juil, 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 19. Les outrages ou menaces par paroles ou par gestes, faits aux fonctionnaires publics dans l'exercice de leur fonctions, seront punis d'une amende qui ne pourra excéder dix fois la contribution mobilière et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années.—La peine sera double en cas de récidive.

(142) ANCIEN ART... le coupable sera puni du

(136) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion IV.

ART. 3. Cuando dicha resistencia se haya opuesto por varias personas reunidas en un número menor de diez y seis, la pena será de cuatro años de grillete, si ha sido sin armas, y de ocho si ha sido con ellas.

(137) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion IV.

ART. 1^{er}.—Pr. 785 nota.

2. Si dicha resistencia se opusiere con armas, la pena será de cuatro años de grillete.

(138) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion IV.

ART. 6. Los culpables de los crímenes mencionados en los artículos 1^o, 2^o, 3^o y 4^o, de la presente seccion (P. 209—212 notas), que hubieren cometido personalmente homicidios ó incendios, serán castigados con la muerte.

(139) ANTIGUO ART. 217. Será castigado como culpable de rebelion, cualquiera que haya inducido á ella, ya por medio de conversaciones tenidas en lugares ó reuniones públicas, ya por medio de carteles fijados, ó de escritos impresos.—En el caso en que la reunion no se haya efectuado, el instigador será castigado con una prision de seis dias á lo menos y de un año á lo mas.

(140) DECR. 19—22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correccional, tit. II.

ART. 25. La insubordinacion acompañada de violencia ó de amenazas en los talleres públicos ó en los de caridad, será castigada con una prision que no podrá exceder de dos años.—La pena será doble en caso de reincidencia.

(141) DECR. 19—22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correccional, tit. II.

ART. 19. Los ultrajes ó amenazas con palabras ó ademanes, hechos á los funcionarios públicos en el ejercicio de sus funciones, seran castigados con una multa que no podrá ser mayor de diez veces la contribucion sobre muebles, y con prision que no podrá exceder de dos años. La pena será doble en caso de reincidencia.

(142) ANTIGUO ART... el culpable será castiga-

carcan.—Abrogé, L. 28 avril 1832, article 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 7. Quiconque aura outragé un fonctionnaire public en le frappant au moment où il exerçait ses fonctions, sera puni de la peine de deux années de détention.

(143) ANCIEN ART. 231. Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agens désignées aux articles 228 et 230 ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie, la peine sera la réclusion; si la mort s'en est suivie dans les quarante jours, le coupable sera puni de mort.—Abrogé, L. 28 avril 1832, art. 12.

(144) ANCIEN ART. 233. Si les blessures son du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre, le coupable sera puni de mort.—Abrogé, L. 28 avril 1832, art. 12.

(145) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 4. Tout dépositaire ou agent de la force publique qui, après en avoir été requis légitimement, aura refusé de faire agir ladite force, sera puni de la peine de trois années de détention.

(146) L. 11 prair. an IV [30 mai 1796].

ART. 1 et 2.—I. Cr. 80 note.

L. 10 germ. an V [30 mars 1797].

ART. 2.—I. Cr. 396 note.

(147) L. 4 vend. an VI [25 sept. 1797], relative aux préposés à la garde des détenus.

ART. 1^{er}.—Les huissiers, gendarmes, gardiens, concierges, geôliers et tous autres préposés à la conduite ou à la garde des individus mis en arrestation, détenus ou condamnés, sont responsables de l'évasion desdits individus, soit qu'ils y aient connivé, soit qu'ils n'aient été que négligens.

2. En sont également responsables les citoyens composant la forcée armée servant d'escorte ou garnissant les postes établis pour la garde des détenus.

(148) L. 4 vend. an VI [25 sept. 1797], relative aux préposés à la garde des détenus.

ART. 7. Pour le cas de négligence un empri-

do con la pena de argolla.—Derogado, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion IV.

ART. 7. Cualquiera que haya ultrajado á un funcionario público, golpeándolo en el momento en que estuviere ejerciendo sus funciones, será castigado con la pena de dos años de detencion.

(143) ANTIGUO ART. 231. Si las violencias hechas contra los funcionarios y agentes designados en los artículos 228 y 230, han sido causa de efusion de sangre, heridas ó enfermedad, la pena será de reclusion; si en los cuarenta dias de esto le resultare la muerte, el culpable será castigado con pena de la vida.—Derogado, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(144) ANTIGUO ART. 233. Si las heridas fueren del número de las que tienen carácter de homicidio, el culpable será castigado con pena de la vida.—Derogado, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(145) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion V.

ART. 4. Todo depositario ó agente de la fuerza pública, que haya rehusado hacer obrar dicha fuerza, despues de haber sido requerido para ello legitimamente, será castigado con la pena de tres años de detencion.

(146) L. 11 prairial año IV [30 de Mayo de 1796].

ART. 1 y 2.—I. Cr. 80. nota.

L. 10 germinal año V [30 de Marzo de 1797].

ART. 2.—I. Cr. 396 nota.

(147) L. 4 vendimiario año VI [25 de Setiembre de 1797], relativa á los encargados de la custodia de los detenidos.

ART. 1^o Los porteros, gendarmes, custodios, conserges, carceleros y cualesquiera otros encargados de la conduccion ó custodia de los individuos puestos en arresto, detenidos ó sentenciados, son responsables de la fuga de dichos individuos, ya hayan tenido connivencia con ellos, ó ya que no hayan sido mas que descuidados.

2. Serán igualmente responsables de esta, los ciudadanos que compongan la fuerza armada que sirva de escolta ó guarnezca los puestos establecidos para la guardia de los detenidos.

(148) L. 4 vendimiario año VI [25 de Setiembre de 1797], relativa á los encargados de la custodia de los detenidos.

ART. 7. Para el caso de descuido, una prision

sonnement de six mois, si le détenu évadé était inculpé d'un délit n'emportant point peine afflictive;—Un emprisonnement d'un an, si le délit était susceptible de peine afflictive.

9. S'ils sont convaincus de connivence, ils seront condamnés à deux ans de fers, lorsque le délit dont l'évadé était prévenu n'emportera point peine afflictive; et à quatre ans de fers, si le délit est susceptible de peine afflictive.

(149) L. 4 vend. an VI [25 sept. 1797], relative aux préposés à la garde des détenus.

ART. 8. Si le détenu évadé était condamné aux fers ou à la mort, les prévenus convaincus de négligence subiront, dans le premier cas, un an de fers, dans le second deux ans.

14. Les personnes étrangères à la garde des détenus qui seront convaincues d'avoir préparé ou aidé leur évasion, seront condamnées pour ce seul fait à deux mois d'emprisonnement, si le détenu évadé n'était point inculpé d'un délit emportant peine afflictive.—L'emprisonnement sera de quatre mois si le délit imputé était susceptible de peine afflictive.—Et si l'évadé était condamné à la détention, aux fers ou à la mort, la peine sera de deux ans de détention, sauf plus grande peine en cas de bris de prison, force, violence et attroupements, lesquels seront réprimés par les peines prononcées dans le Code pénal.—La peine du bris de prison contre les individus non détenus, sera celle qui est prononcée par l'article 8, section IV, du Code pénal.

(150) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 8. Quiconque aura délivré ou sera convaincu d'avoir tenté de délivrer par force ou violence, des personnes légalement détenues, sera puni de trois années de fers.

(151) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 9. Si le coupable du crime mentionné en l'article précédent (P. 241 note) était porteur d'armes à feu, ou de toutes autres armes meurtrières, la peine sera de six années de fers.

(152) L. 4 vend. an VI [25 sept. 1797], relative aux préposés à la garde des détenus.

ART. 13. Si les évadés viennent à être repris dans les six mois de leur évasion, la durée de l'emprisonnement ou des fers prononcés contre les

de seis meses, si el detenido prófugo estuviere inculcado de un delito que no merezca pena afflictiva;—Una prision de un año, si el delito fuere susceptible de pena afflictiva.

9. Si fueren convencidos de connivencia, serán condenados á dos años de grillete, cuando el delito de que estaba acusado el prófugo no merezca pena afflictiva; y á cuatro años de lo mismo, si el delito fuere susceptible de pena afflictiva.

(149) L. 4 vendimiaro año VI [25 de Setiembre de 1797], relativa á los encargados de la custodia de los detenidos.

ART. 8. Si el detenido prófugo estuviere condenado al grillete ó á muerte, los acusados convencidos de descuido, sufrirán en el primer caso, un año de grillete, y en el segundo dos.

14. Las personas estrañas á la custodia de los detenidos, que sean convencidas de haber preparado ó ayudado á su evasión, serán condenadas por este solo hecho á dos meses de prision, si el detenido ó prófugo no estaba inculcado de un delito que mereciese pena afflictiva.—La prision será de cuatro meses, si el delito imputado fuere susceptible de pena afflictiva.—Y si el prófugo hubiere sido condenado á detencion, grillete ó á muerte, la pena será de dos años de detencion, salvo mas grave pena, en caso de fractura de prision, fuerza, violencia y motin, los cuales serán reprimidos con las penas pronunciadas en el Código penal.—La pena de fractura de prision, contra los individuos no detenidos, será la señalada en el artículo 8, seccion IV del Código penal.

(150) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion IV.

ART. 8. Cualquiera que haya dado libertad ó fuere convencido de haber intentado libertar, por fuerza ó violencia, á personas legalmente detenidas, será castigado con tres años de grillete.

(151) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion IV.

ART. 9. Si el culpable del crimen mencionado en el artículo anterior (P. 241 nota), fuere portador de armas de fuego, ó de otras armas mortíferas, la pena será de seis años de grillete.

(152) L. 4 vendimiaro año VI [25 de Setiembre de 1797], relativa á los encargados de la custodia de los detenidos.

ART. 13. Si los prófugos llegasen á ser reaprehendidos dentro de los seis meses de su evasión, la duracion de la pena de prision ó de grillete

préposés à leur garde et autres responsables, sera diminuée de moitié.—Cette diminution n'aura point lieu pour le cas de connivence.

(153) DÉCR. 20 niv. an II [9 janv. 1794], contenant des dispositions contre le bris des scellés.

ART. 1^{er}. Lorsque des scellés apposés par autorité publique se trouveront brisés, les personnes à qui la garde en était confiée, et tous ceux qui seront prévenus d'avoir coopéré à leur rupture, seront sur-le-champ mis en état d'arrestation.

6. Tout gardien de scellés qui ne sera pas convaincu d'être auteur ou complice de leur rupture, mais qui ne prouvera pas qu'elle est l'effet d'une force majeure, sera déclaré incapable d'exercer aucune fonction ou agence publique, et condamné, par forme de police correctionnelle, à deux années d'emprisonnement.

(154) DÉCR. 20 niv. an II [9 janv. 1794], contenant des dispositions contre les bris de scellés.

ART. 5. Tout gardien de scellés, et tout individu qui sera convaincu d'avoir méchamment et à dessein brisé des scellés, sera, ainsi que ses complices, puni.—De mort, en cas de bris de scellés apposés sur les papiers et effets de personnes prévenues de crimes contre-révolutionnaires;—De vingt-quatre années de fers, en cas de bris de scellés apposés sur des effets ou papiers appartenant à la République;—De douze années de fers, en cas de bris de scellés apposés sur des effets ou papiers appartenant à des particuliers.

(155) DÉCR. 13—17 avril 1793.

La Convention nationale, sur la proposition d'un membre, inspecteur de la salle, qui annonce que des malveillans ont mutilé quelques statues aux Tuileries, décrète que ceux qui seront convaincus d'avoir mutilé ou cassé les chefs-d'œuvre de sculpture dans le jardin des Tuileries et autres lieux publics appartenant à la République, seront punis de deux ans de détention.

DÉCR. 6—16 juin 1793.

La Convention nationale, ouï le rapport de son comité d'instruction publique, décrète la peine de deux ans de fers contre quiconque dégradera les

pronunciada contra los encargados de su custodia y demas responsables, se disminuirá en la mitad.—Esta disminucion no tendrá lugar en el caso de connivencia.

(153) DÉCR. 20 nivoso año II [9 de Enero de 1794], que contiene disposiciones contra la rotura de sellos.

ART. 1^o. Cuando se encontraren rotos los sellos puestos por la autoridad pública, se pondrá inmediatamente en estado de arresto, á las personas á quienes se hubiere confiado su custodia, y á todos aquellos que se presumiere haber cooperado á su ruptura.

6. Todo custodio de sellos que no fuere convencido de ser autor ó cómplice de su ruptura, pero que no pruebe que ha sido efecto de una fuerza mayor, será declarado inhabil para ejercer ninguna funcion ó agencia pública, y sentenciado por forma de policia correccional, á dos años de prision.

(154) DÉCR. 20 nivoso año II [9 de Enero de 1794], que contiene disposiciones contra la ruptura de sellos.

ART. 5. Todo custodio de sellos, y todo individuo que sea convencido de haber roto sellos intencional y maliciosamente, será castigado, así como sus cómplices, de la manera que sigue:—Con pena de la vida, en caso de ruptura de sellos puestos en los papeles y créditos de personas acusadas de crímenes contra-revolucionarios;—Con veinte y cuatro años de grillete, en caso de ruptura de sellos puestos en créditos ó papeles pertenecientes á la República;—Con doce años de grillete en caso de ruptura de sellos puestos en créditos ó papeles que pertenezcan á particulares.

(155) DÉCR. 13—17 de Abril de 1793.

La convencion nacional, en virtud de la proposicion de un miembro inspector de la sala, anunciando que algunos malévolos, han mutilado varias estatuas en las Tuileries, decreta que los que sean convencidos de haber mutilado ó roto las obras maestras de escultura en el jardin de las Tuileries y demás lugares públicos pertenecientes á la República, sean castigados con dos años de detencion.

DÉCR. de 6—16 de Junio de 1793.

La Convencion nacional, oído el informe de su comision de instruccion pública, decreta la pena de dos años de grillete contra cualquiera que de-

monumens des arts dépendant des propriétés nationales.

(156) ANCIEN ART. 259. Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartenait pas, ou qui se sera attribué des titres royaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement des six mois à deux ans.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

DECR. 15-16 sept. 1792.

ART. 1^{er}. Il est expressément défendu à tout citoyen de se revêtir d'une décoration décrétée pour les juges, les administrateurs, les magistrats du peuple et tous autres officiers publics, à moins qu'il n'ait le caractère requis par la loi pour pouvoir la porter.

2. Tout citoyen qui sera trouvé revêtu d'une décoration qu'il ne sera point autorisé par la loi à porter, sera puni de deux années de fers.

3. Si le citoyen trouvé revêtu d'une décoration qu'il n'a pas le droit de porter, est convaincu d'avoir fait des actes d'autorité que l'officier public a seul le droit de faire, il sera puni de mort.

(157) DECR. 7 vend. an IV [29 sept. 1795], sur l'exercice et la police extérieure des cultes.

ART. 3. Il est défendu, sous les peines portées en l'article précédent (P. 261 note), à tous juges et administrateurs d'interposer leur autorité, et à tous individus d'employer les voies de fait, les injures ou les menaces, pour contraindre un ou plusieurs individus à célébrer certaines fêtes religieuses, à observer tel ou tel jour de repos, ou pour empêcher lesdits individus de les célébrer ou de les observer, soit en forçant à ouvrir ou fermer les ateliers, boutiques, magasins, soit en empêchant les travaux agricoles, ou de quelque autre manière que ce soit.

(158) DECR. 7 vend. an IV [29 sept. 1795], sur l'exercice et la police extérieure des cultes.

ART. 2. Ceux qui outrageront les objets d'un culte quelconque dans les lieux destinés à son exercice, ou ses ministres en fonctions, ou interrompront par un discours public les cérémonies religieuses de quelque autre culte que ce soit, seront condamnés à une amende qui ne pourra excéder cinq cents livres, ni être moindre de cin-

teriore los monumentos de las artes pertenecientes á propiedad nacional.

(156) ANTIGUO ART. 259. Toda persona que haya usado públicamente un traje ó uniforme, ó una condecoracion que no le pertenezca, ó que se hubiere atribuido títulos reales que no se le hayan conferido legalmente, será castigada con una prision de seis meses á dos años.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

DECR. de 15-16 de Setiembre de 1792.

ART. 1^o. Se prohíbe espresamente á todo ciudadano, usar alguna condecoracion decretada para los jueces, los administradores, magistrados del pueblo y cualesquiera otros empleados públicos, á menos que tenga el carácter requerido por la ley para poder usarla.

2. Todo ciudadano que se encuentre con una condecoracion, para cuyo uso no esté autorizado por la ley, será castigado con dos años de grillete.

3. Si el ciudadano que se encuentre con una condecoracion que no tiene derecho de usar, fuere convencido de haber ejecutado actos de autoridad, que solo el empleado público tiene el derecho de hacer, se castigará con pena de la vida.

(157) DECR. 7 vendimiario año IV [29 de Setiembre de 1795] sobre el ejercicio y la policía exterior de los cultos.

ART. 3. Se prohíbe bajo las penas señaladas en el artículo anterior (P. 261 nota), á todos los jueces y administradores, que interpongan su autoridad, y á toda clase de individuos emplear las vías de hecho, las injurias ó las amenazas, para obligar á uno ó varios individuos á celebrar ciertas fiestas religiosas, á observar tal ó cual día de descanso; ó para impedir á dichos individuos el celebrarlos ó observarlos, ya forzando á abrir ó cerrar los talleres, tiendas, almacenes, ó ya impidiendo los trabajos agrícolas ó de cualquiera otra clase que sean.

(158) DECR. 7 vendimiario año IV [29 de Setiembre de 1795], sobre el ejercicio y la policía exterior de los cultos.

ART. 2. Los que ultrajaren los objetos de un culto cualquiera en los lugares destinados á su ejercicio, ó á sus ministros en el acto de sus funciones, ó interrumpieren con un discurso público las ceremonias religiosas de cualquier otro culto que sea, serán condenados á una multa que no podrá exceder de quinientas libras, ni ser menos de

quante livres par individu, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans, ni être moindre d'un mois; sans préjudice des peines portées par le Code pénal, si la nature du fait peut y donner lieu.

(159) ANCIEN ART. 263. Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions, sera puni du carcan.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(160) DECR. 10 vend. an IV [2 oct. 1795], sur la police intérieure des communes, tit. III.

ART. 6. Tout individu voyageant, et trouvé hors de son canton sans passe-port, sera mis sur-le-champ en état d'arrestation et détenu jusqu'à ce qu'il ait justifié être inscrit sur le tableau de la commune de son domicile.

7. A défaut de justifier, dans deux décades, son inscription sur le tableau d'une commune, il sera réputé vagabond et sans aveu, et traduit comme tel devant les tribunaux compétens.

(161) ANCIEN ART. 271. Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement, et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, en égard à leur conduite.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

DECR. 24 vend. an II [15 oct. 1793], contenant des mesures pour l'extinction de la mendicité, tit. III.

ART. 4. Les mendiants qui ne pourront justifier d'aucun domicile; ceux qui seront en troupes, porteurs d'armes offensives, munis de faux certificats ou de faux congés, à l'aide desquels ils désigneraient leur nom, le lieu de leur naissance ou domicile, qui contreferaient des infirmités, qui seront flétris, demanderont avec menaces ou insolence, seront arrêtés et condamnés à une détention d'un an. La peine sera double en cas de récidive.

Tit. IV, art. 2. Tout mendiant domicilié, repris en troisième récidive, sera condamné à la transportation.

3. Tout mendiant ou vagabond, arrêté une première fois, et mis dans la maison de répression

cincuenta libras por cada individuo, y á una prision que no exceda de dos años ni sea menor de un mes, sin perjuicio de las penas espresadas en el Código penal, si la naturaleza del hecho puede dar lugar á ello.

(159) ANTIGUO ART. 263. Cualquiera que haya golpeado al ministro de un culto, hallándose en el desempeño de sus funciones, será castigado con la pena de argolla.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(160) DECR. 10 vendimiario año IV [2 de Octubre de 1795], sobre la policía interior de las municipalidades, tit. III.

ART. 6. Todo individuo que estuviere viajando y se encuentre fuera de su comarca sin pasaporte, será puesto en el acto en arresto y quedará detenido hasta que haya justificado estar inscrito en el registro de la municipalidad de su domicilio.

7. No pudiendo justificar dentro del término de veinte días su inscripción en el registro de una municipalidad, será reputado como vagabundo y sin hogar, y conducido como tal, ante los tribunales competentes.

(161) ANTIGUO ART. 271. Los vagabundos ó gente sin hogar, que hayan sido legalmente declarados tales, serán por este solo hecho, castigados con tres á seis meses de prision y permanecerán, despues de haber sufrido su pena, á disposicion del gobierno durante el tiempo que determine conforme á su conducta.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

DECR. 24 vendimiario año II [15 de Octubre de 1793], que contiene medidas para la estincion de la mendicidad, tit. III.

ART. 4. Los mendigos que no puedan justificar tener algun domicilio; los que estén en grupos y sean portadores de armas ofensivas, provistos de falsos certificados ó de licencias falsas, por cuyo medio designaren su nombre, el lugar de su nacimiento ó domicilio, que finjan enfermedades, que se presenten macilentos y que pidan con amenazas ó insolencia, serán aprehendidos y sentenciados á detencion de un año. La pena será doble en caso de reincidencia.

Tit. IV, art. 2. Todo mendigo domiciliado cogido en tercera reincidencia, será condenado á la transportation.

3. Todo mendigo ó vagabundo aprehendido por primera vez y puesto en la casa de repression

pour causes aggravantes, s'il est repris une seconde fois, subira la peine de la transportation.

(162) DÉCR. 24 vend. an II [15 oct. 1793], contenant de mesures pour l'extinction de la mendicité, tit. II.

ART. 6. Tout mendiant, reconnu étranger, sera conduit sur la frontière de la République, aux frais de la nation; il lui sera passé trois sous par lieue, jusqu'au premier village du territoire étranger.

(163) DÉCR. 24 vend. an II [15 oct. 1793], contenant des mesures pour l'extinction de la mendicité, tit. II.

ART. 4. Si le mendiant n'est point domicilié dans le ressort du district dans lequel il a été arrêté, et que néanmoins il accuse un domicile, il sera conduit provisoirement dans la maison d'arrêt. Le juge de paix écrira à la municipalité dont il se fera réclamer; et si celle-ci reconnaît que le détenu est son domicilié et non repris de justice, il sera renvoyé chez lui avec un passe-port et aux frais de la nation, s'il n'a devers lui des moyens pour s'y rendre.

5. A défaut de réponse de la municipalité dans un délai convenable, le mendiant sera conduit dans la maison de répression, d'où il pourra sortir toutes les fois qu'il sera réclamer par sa municipalité, et que sa détention ne sera pas liée à des causes aggravantes.

TIT. III, art. 3. Tout citoyen qui consignera, entre les mains du receveur du district, une somme de cent livres, pour répondre de la conduite ultérieure d'un mendiant détenu sans causes aggravantes, pourra obtenir son élargissement, en s'adressant au tribunal compétent, sur le rapport favorable des administrateurs de la maison de répression. Cette somme sera versée dans la caisse de l'administration, sur la preuve que l'homme cautionné est arrêté pour récidive.

(164) DÉCR. 19-22 juil. 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, titre II.

ART. 22. Les mendiants valides pourront être saisis et conduits devant le juge de paix, pour être statué à leur égard, conformément aux lois sur la répression de la mendicité.

23. Les circonstances aggravantes seront:—1° De mendier avec menaces et violences;—2° De mendier avec armes;—3° De s'introduire dans l'in-

por causas agravantes, si fuere aprehendido segunda vez, sufrirá la pena de la trasportacion.

(162) DECR. 24 vendimiaro año II [15 de Octubre de 1793], que contiene medidas para la estincion de la mendicidad, tit. II.

ART. 6. Todo mendigo reconocido extranjero, será conducido á la frontera de la República, á costa de la nacion; se le pasarán tres sueldos por legua, hasta la primera poblacion del territorio extranjero.

(163) DECR. 24 vendimiaro año II [15 de Octubre de 1793], que contiene medidas para la estincion de la mendicidad, tit. II.

ART. 4. Si el mendigo no estuviere domiciliado en la jurisdiccion del distrito en que haya sido aprehendido y que sin embargo, declarare tener domicilio, será conducido provisionalmente á la cárcel de detencion. El juez de paz escribirá á la municipalidad de quien se lo hará reclamar; y si esta reconociese que el detenido es su domiciliado y no aperebido por la justicia, será mandado á su casa con un pasaporte y á costa de la nacion, si por sí mismo no tiene los medios necesarios para trasladarse á ella.

5. Por falta de respuesta de la municipalidad en un término conveniente, el mendigo será conducido á la casa de represion, de donde podrá salir siempre que sea reclamado por su municipalidad, y que su detencion no esté ligada á causas agravantes.

TIT. III, art. 3. Todo ciudadano que consigne en poder del recaudador del distrito la cantidad de cien libras, para responder de la conducta ulterior de un mendigo detenido sin causas agravantes, podrá obtener la soltura de éste dirigiéndose al tribunal competente, en virtud de informe favorable de los administradores de la casa de represion. Dicha suma ingresará en la caja de la administracion, cuando se pruebe que el hombre cautionado ha sido reaprehendido por reincidente.

(164) DECR. 19-22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correctional, tit. II.

ART. 22. Los mendigos sanos podrán ser aprehendidos y conducidos ante el juez de paz, para que se resuelva acerca de ellos, conforme á las leyes sobre la represion de la mendicidad.

23. Las circunstancias agravantes serán:—1° Mendigar con amenazas y violencias;—2° Mendigar con armas;—3° Introducirse en el interior de

térieur des maisons, ou de mendier la nuit;—4° De mendier deux ou plusieurs ensemble;—5° De mendier avec faux certificats ou congés, infirmités supposées ou déguisement;—6° De mendier après avoir été repris de justice;—7° Et deux mois après la publication du présent décret, de mendier hors du canton de son domicile.

24. Les mendiants contre lesquels il se réunira une ou plusieurs de ces circonstances aggravantes, pourront être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas une année.—La peine sera double en cas de récidive.

(165) ANCIEN ART. 280. Tout vagabond ou mendiant qui aura commis un crime emportant la peine des travaux forcés à temps sera en outre marqué.

(166) ANCIEN ART. 282. Les vagabonds ou mendiants qui auront subi les peines portées par les articles précédens demeureront, à la fin de ces peines, à la disposition du gouvernement.

(167) L. 28 germ. an IV [17 avril 1796], contenant des mesures répressives des délits qui peuvent être commis par la voie de la presse.

ART. 1^{er}. Il ne doit être imprimé aucuns journaux, gazettes, ou autre feuilles périodiques que ce soit, distribué aucun avis dans le public, imprimé ou placardé aucune affiche, qu'ils ne portent le nom de l'auteur ou des auteurs, le nom et l'indication de la demeure de l'imprimeur.

2. La contravention à cette disposition, soit par le défaut de mention du nom de l'auteur ou du nom et de la demeure de l'imprimeur, soit par l'expression d'un faux nom ou d'une fausse demeure, sera poursuivie par les officiers de police, et punie, indépendamment de ce qui pourrait donner lieu aux poursuites dont il sera parlé ci-après, d'un emprisonnement, par forme de police correctionnelle, du temps de six mois pour la première fois, et en cas de récidive, du temps de deux années.

3. S'il est inséré dans les écrits mentionnés ci-dessus quelque article non signé, ou extrait ou supposé extrait de papiers étrangers, celui qui fait publier le journal ou autre écrit sous son nom, en sera responsable.

4. Les mêmes peines seront appliquées aux distributeurs, vendeurs, colporteurs et afficheurs d'écrits imprimés en contravention à l'article précédent.

las casas ó mendigar de noche;—4° Mendigar dos ó varios reunidos;—5° Mendigar con certificados ó licencias falsas, enfermedades supuestas ó con disfraz;—6° Mendigar despues de haber sido aperebidos por la justicia;—7° Y dos meses despues de la publicacion del presente decreto, mendigar fuera de la comarca de su domicilio.

24. Los mendigos contra quienes obraren una ó varias de estas circunstancias agravantes, podrán ser sentenciados á una prision que no exceda de un año.—La pena será doble en caso de reincidencia.

(165) ANTIGUO ART. 280. Todo vagamundo ó mendigo que haya cometido un crimen que merezca la pena de trabajos forzados por tiempo, será marcado tambien.

(166) ANTIGUO ART. 282. Los vagamundos ó mendigos que hayan sufrido las penas señaladas en los artículos anteriores, quedarán á disposicion del gobierno al concluir dichas penas.

(167) L. 28 germinal año IV [17 de Abril de 1796], que contiene medidas represivas contra los delitos que pueden cometerse por medio de la prensa.

ART. 1^o No deberán imprimirse ningunos diarios, gacetas ú otros papeles periódicos, cualesquiera que sean, distribuirse ningun aviso en el público, ni imprimirse ó fijarse ningun cartel, sin que lleven el nombre del autor ó autores, el nombre y la indicacion del domicilio del impresor.

2. La contravencion á esta disposicion, ya por no mencionarse el nombre del autor ó del impresor y su domicilio, ó ya por la manifestacion de un nombre ó domicilio falsos, será perseguida por los empleados de policia y castigada además de lo que pudiere dar lugar á las persecuciones de que se hablará despues, con una prision, por vía de policia correccional, por espacio de seis meses por la primera vez, y en caso de reincidencia por el de dos años.

3. Si se hubiere insertado en los escritos arriba mencionados, algun artículo que no esté firmado ó extractado, ó supuesto extractado de papeles extranjeros; el que haya hecho publicar el diario ú otro escrito bajo su nombre, será responsable de ello.

4. Las mismas penas se aplicarán á los distribuidores, vendedores, buhoneros y fijadores de escritos impresos, que contravinieren al artículo anterior.